

Conseil Régional de Haute-Normandie

Plénière des 12 et 13 décembre 2011

Intervention de Jean-Luc LECOMTE pour le groupe Front de Gauche : Parti Communiste Français - Gauche Unitaire - Parti de Gauche.

Monsieur le Président, chers collègues,

C'est mandaté par le collectif de maintien et de développement de l'emploi que j'interviens à nouveau aujourd'hui sur la situation de l'entreprise M-real d'Alizay.

Merci Monsieur le Président d'avoir proposé, comme nous en avons convenu ensemble, une adresse de notre assemblée au Premier ministre.

Mais ma déception et ma colère sont grandes car il est indispensable à la lutte des salariés d'exiger que le gouvernement arrête de tergiverser (Et c'est à vous que je m'adresse Monsieur Le Maire comme je m'adresse à Monsieur Besson et au Premier ministre) et procède à l'expropriation administrative pour cause d'utilité publique, expropriation rendue légitime par l'intérêt général et les services rendus à la collectivité publique et répondant dès lors à l'analyse jurisprudentielle constante.

Monsieur le président, notre assemblée doit porter clairement cette exigence comme le Conseil général de l'Eure vient de le faire à l'unanimité.

Le Conseil d'État a reconnu par un arrêt du 20 juillet 1971 concernant la ville de Sochaux, le fait que l'expropriation qui procure un avantage "direct et certain" à une entreprise privée est d'utilité publique puisqu'elle répond aux exigences d'un ensemble industriel qui joue un rôle important dans l'économie régionale.

C'est le cas pour M-real puisque l'expropriation bénéficierait à des entreprises sous-traitantes, elles aussi menacées de fermeture.

Il n'est pas besoin de rappeler devant vous la situation révoltante dont sont victimes les 330 salariés de M-real et les centaines de salariés dont l'emploi dépend de l'activité de la papeterie :

Alors que la mise en vente de l'usine est annoncée, que des repreneurs porteurs d'un projet industriel sont clairement identifiés, les actionnaires finlandais refusent de vendre, ce qui dissimule certainement une entente illicite au niveau européen afin de renchérir le prix du papier.

Qu'en pensent celles et ceux qui ont voté des deux mains pour le traité de constitution européenne au nom de la concurrence libre et non faussée et que comptent-ils faire pour en obtenir le respect ?

Depuis de nombreux mois, les propositions des salariés et les actions menées avec un grand esprit de responsabilité ont le soutien de l'opinion publique.

M-real est un des fleurons industriels de notre région et son implantation à proximité du fer, de la Seine et du réseau routier est un atout majeur. Les salariés ont une grande qualification et l'outil de production est des plus performants avec des machines à papier d'une capacité de 300 000 tonnes par an.

De nombreux projets industriels existent, du recyclage du papier blanc à la production d'énergie par une centrale biomasse.

Devant l'impuissance du gouvernement, l'indignation des salariés est grande. Ils attendent des élus régionaux qu'ils n'en restent pas à des discours sur la réindustrialisation mais soutiennent de façon résolue la procédure d'expropriation propre à permettre une reprise de l'activité du site, à éclairer leur avenir et celui du bassin de vie.

Monsieur le Président, chers collègues,

Notre séance budgétaire se tient alors que sévit une crise sans précédent du système capitaliste.

Les familles sont les premières victimes d'une politique d'austérité imposée par Sarkozy au nom de la dette. Elles doivent faire face à une augmentation de l'essence, du gaz, de l'électricité... et vont devoir faire face à une augmentation de la TVA.

Soyons clairs, la dette de l'État, c'est d'abord les cadeaux fiscaux aux plus riches et les exonérations accordées aux grandes entreprises, sans aucun effet positif sur l'emploi. C'est aussi les intérêts d'emprunts élevés imposés par les banques pourtant renflouées à coup d'argent public depuis 2008.

Les réformes fiscale et territoriale, largement condamnées lors du dernier scrutin sénatorial, visent, avec la suppression de la taxe professionnelle, à interdire à la Région mais aussi à ses partenaires que sont les Pays, les Communauté de communes et d'agglomération les Départements et les Communes d'assumer leur rôle économique alors que les collectivités locales assurent 74 % des investissements publics.

Ainsi, notre collectivité est presque entièrement dépendante des dotations de l'État et ne connaît bien évidemment aucune embellie budgétaire.

Nous devons donc agir contre l'étranglement financier des collectivités territoriales, comme l'ont fait les élus communistes de Haute-Normandie vendredi dernier et ne pas nous contenter d'adapter les dépenses à des recettes en baisse, quitte à diminuer les services rendus à la population.

Tout au contraire, continuons à développer les services publics et à construire de nouvelles solidarités.

Soyons solidaires des salariés de Renault qui se retrouvent au chômage sans indemnités suite à l'impossibilité de faire valoir leur droit à la retraite du fait de la loi Fillion. Exigeons que la direction de Renault emploie le cadeau de 24,5 millions d'euros d'aide européenne à régler d'urgence leur situation et à embaucher.

Monsieur le Président, nous vous demandons à nouveau que l'aide régionale accordée à Renault dans le cadre de l'Appel à Projet Energie ne soit versée que dès lors que Renault aura réglé la situation des salariés en plan de départ volontaire dit Plan Renault Volontariat (PRV). Nous attendons avec les salariés de Renault une réponse claire de votre part en séance.

Soyons solidaires des salariés qui, de Pétroplus à M-real, de Merck-Organon à Saipol, luttent pour sauver leur entreprise et leur emploi.

Soyons solidaires de toutes celles et tous ceux qui agissent avec les cheminots pour l'arrêt de la casse de l'outil ferroviaire SNCF et pour un développement de l'activité fret.

Soyons solidaires des étudiants de la filière sanitaire et sociale et créons, comme au CROUS, un 10^{ème} mois de bourse et un échelon 0 permettant le remboursement des frais d'inscription et de la sécurité sociale étudiante.

Soyons solidaires des salariés en lutte contre la politique d'austérité demain 13 décembre et avec les enseignants dans l'action le 15 décembre.

Nous faisons cinq propositions à même de rassembler la gauche régionale :

1. Généralisation du versement transport et gratuité des transports pour les lycéens et les étudiants.

Après la suppression de la taxe professionnelle, la généralisation de ce dispositif donnerait aux Régions et aux Départements une ressource propre pour contribuer à

l'équilibre de leur budget transport et répondre aux nouveaux besoins comme la gratuité des transports pour les collégiens, les lycéens et les étudiants alors que le coût du transport pèse de plus en plus lourd dans le budget des familles.

2. Réunion rapide de la commission régionale de suivi et d'évaluation des aides.

Il serait également souhaitable de créer un Fonds Régional pour l'Emploi et la Formation (FREF) qui permettrait, dans le cadre d'un pôle financier public, de réorienter le crédit en faveur de l'emploi et de la formation.

3. Création d'un lycée en Vallée d'Eure

Après les nombreuses réhabilitations réalisées dans les lycées de la Région et les nouvelles réalisations prévues en 2012, il est grand temps de se préoccuper de la construction d'un lycée en Vallée d'Eure alors que les lycéens du territoire sont astreints à deux heures quotidiennes de transports.

4. Maintien et développement de l'effort régional de formation.

Alors que nous disposons d'un CPRDF et d'un CRDE de qualité, que les emplois existants sont à préserver dans leur évolution et que de nouveaux emplois industriels sont à créer, la formation professionnelle continue constitue un enjeu majeur pour l'économie régionale et pour l'avenir des Hauts-Normands.

5. Bénéfice de la carte région pour les élèves en IME

Faisons de la Région un lieu de résistance à la politique du gouvernement de droite et contribuons, par un budget combatif, au changement qui s'impose dans notre pays.

Je vous remercie.